





37ème Session Nationale de l'INTEFP MODULE 2 MODULE EUROPEEN

Les fondamentaux et les modalités de construction de la norme : illustrations dans le cadre de l'agenda numérique européen

Odile Chagny (IRES, S&W), Christophe Teissier (IRES, S&W)

WEB https://www.sharersandworkers.net TWITTER @SandW2016

L'agenda numérique européen en « résumé » (1/2)

Initiatives / avancées législatives Commission Juncker (2015-2019)

Retour du «social » dans l'agenda Européen : Socle Européen des droits sociaux 2017, Directive 2019/1152 sur les conditions de travail transparentes et prévisibles

Premières régulations éco. numérique: Règlement général sur la protection des données du 27/04/2016, entré en application le 25/05/2018, (quatre ans de négociations, entamées sous la Commission Barroso,. Règlement du ; règlement P2B (du 20 juin 2019, entré en application 12/07/2020)

Initiatives législatives Commission Von der Leyen (2019-2024)

> COM (2020)67 19/02/2020

1. Technos au service des personnes

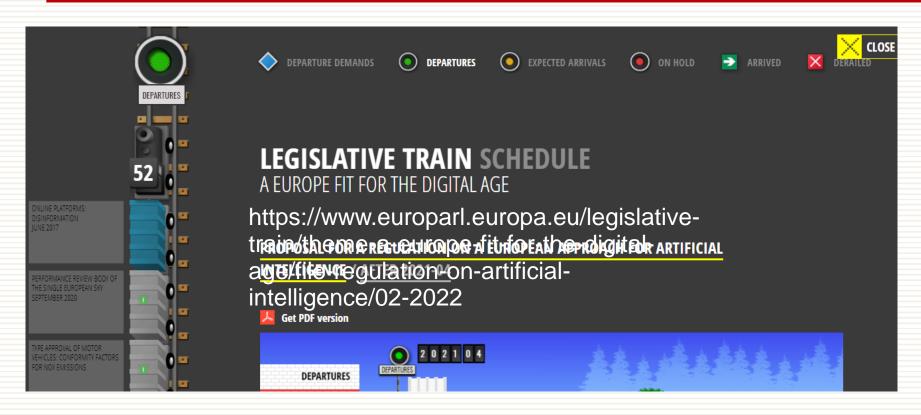
- ✓ Règlement **IA** (21/04/2021)
- ✓ Directive sur l'amélioration cond; de travail PN (09/12/2021)

2. Une éco. Juste et compétitive

- ✓ Règlement gouvernance des données (**DGA**) 25/11/2020
- ✓ Règlement marchés contestables et équitables (DMA) 15/12/2020

- 3. Une société ouverte, démocratique et durable
- ✓ Règlement sur les services numériques (DSA) 15/12/2020)

Suivre le train de l'agenda législatif



https://www.europarl.europa.eu/legislative-train/theme-a-europe-fit-for-the-digital-age/file-regulation-on-artificial-intelligence/02-2022



La construction de la norme : l'exemple du règlement IA

La période amont La période législative « soft law » Com. Groupe Commission Livre blanc Consultation d'experts « faconner s fev. Juin Comm. IA=>Ethic l'avenir 19/02/2020 2020 numérique UE » guidelines 19/02/2020 juin 2018 **Parlement** Forum Al Conseil Alliance Européen Européen (4000)résolutions non demandes législatives + trois parties explicites résolutions prenantes définition, opacité législatives 20/10/2020

Proposition de règlement de la **Commission** 21/04/2021

- ✓ Fondement juridique : article 114 TFUE
- ✓ Cohérence avec dispositions existantes (notamment)
- ✓ charte droits fondamentaux)
- ✓ Choix de l'instrument

La prise de décision dans l'UE

La prise de décision dans l'Union européenne Commission européenne définit les grandes orientations et donne les impulsions (28 commissaires) Conseil européen propose les lois (28 chefs d'Etat européennes (directives, et de gouvernement) règlements, décisions) tranche les questions non résolues au Conseil des ministres modifient, adoptent ou rejettent les propositions législatives Conseil de l'UE Parlement européen (751 députés) (28 ministres)

Le règlement IA : la pyramide des risques



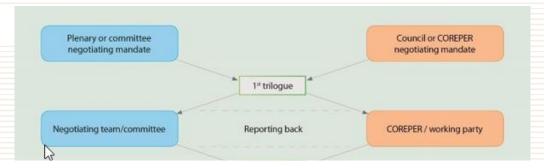
Source : Arnaud Latil, maître de conférences HDR en droit privé, Sorbonne Université

L'importance du dialogue informel entre institutions : l'exemple de la Directive sur les conditions de travail des travailleurs de plateformes

- ✓ Objectifs du projet de Directive:
 - ✓ Qualifier correctement le statut professionnel des TPN au moyen de critères clairs : présomption réfragable de salariat, cinq critères pour qu'une plateforme soit considérée comme employeur , deux suffisent → renversement de la charge de la preuve. (articles 4 et 5)
 - ✓ Assurer transparence, équité et responsabilité dans le cadre du management algorithmique : droit à la transparence dans l'usage et le fonctionnement du contrôle automatique et des systèmes de prise de décision, principe de contrôle humain (articles 6, 7 et 8)
 - ✓ Favoriser le dialogue social : mettre en œuvre des canaux appropriés pour discuter ; droits collectifs en matière d'information et consultation sur les changements substantiels liés à utilisation des systèmes automatisés suivi et prise de décision (article 9).

 7

Les enjeux du trilogue : l'exemple du DMA



Comment la Commission a-t-elle fait en sorte que les plateformes et les personnes travaillant par leur intermédiaire fassent suffisamment entendre leur voix?

En plus d'avoir consulté en deux étapes les partenaires sociaux européens conformément à l'article 154 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), la Commission a échangé avec de nombreuses parties intéressées afin d'éclairer cette initiative, notamment lors de réunions ad hoc avec des plateformes, des associations de travailleurs des plateformes, des syndicats, des représentants des États membres, des experts du monde universitaire et d'organisations internationales, ou encore des représentants de la société civile.

Common European Data Spaces

Rich pool of data (varying degree of accessibility)

Free flow of data across sectors and countries

Full respect of GDPR

Horizontal framework for data governance and data access





Manufact.











Security





Admin.





Finance

Connector / Agent bringing interoperability across Data Spaces

- Technical tools for data pooling and sharing .
- Standards & interoperability (technical, semantic)
- Sectoral Data Governance (contracts, licenses, access rights, usage rights)
- IT capacity, including cloud storage, processing and services

Gaia-X Federation Services (GXFS)

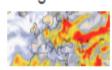


Personal data spaces





High-value data sets from the public



sector e.g. weather, geospatial, statistics.



European

Space Assets

SatNA

Sat EO

SatCo m

